

Service des risques naturels et technologiques
Division des Risques Chroniques
5 rue Françoise Giroud - CS 16 326
44 263 NANTES cedex 2

Nantes le 24 août 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/06/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

PÂTISSERIE PASQUIER CERQUEUX

Route de la Loge
BP 32
49360 Les Cerqueux

Références : 2023 - 0558
Code AIOT : 0006302488

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/06/2023 dans l'établissement PÂTISSERIE PASQUIER CERQUEUX implanté Route de la Loge BP 32 49360 Les Cerqueux. L'inspection a été annoncée le 10/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PÂTISSERIE PASQUIER CERQUEUX
- Route de la Loge BP 32 49360 Les Cerqueux
- Code AIOT : 0006302488
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société PÂTISSERIE PASQUIER CERQUEUX exploite sur la commune des Cerqueux des installations de fabrication de pâtisseries, sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 10 novembre 2006. La visite d'inspection, réalisée le 22 juin 2023, s'inscrit dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les installations contrôlées :

- le stockage de matières premières
- le stockage de cartons sous le modulaire
- les lignes de production de beignets et tartes aux pommes
- la station d'épuration
- l'installation de recyclage des eaux traitées
- un équipement de réfrigération (laboratoire)

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites de la dernière visite
- prélèvement en eau, mesure de maîtrise des consommations d'eau, sécheresse
- fluides frigorigènes

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Déclaration des modifications des installations	Arrêté Préfectoral du 09/11/2006, article 1.4.1	/	Sans objet
5	Nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 6.2	/	Sans objet
6	Stockage de matières combustibles dans un modulaire	Arrêté Préfectoral du 21/11/2006, article 7.3.3 alinea 2	/	Sans objet
11	Entretien des équipements de réfrigération	Code de l'environnement du 28/12/2015, article 543-82	/	Sans objet
14	Inventaire des équipements	Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Plan de maîtrise des consommations d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 4.1.1	/	Sans objet
3	TAR - représentativité de l'échantillon	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b	/	Sans objet
4	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 4.1.2	/	Sans objet
7	Recherche de substances dangereuses dans l'eau	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.I	/	Sans objet
8	Dépassement du débit journaliser maximal de rejet	Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 4.3.3.5	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Canalisation de transfert des effluents vers la STEP	Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 4.2.3	/	Sans objet
10	Gaz à effet de serre fluorés à fort PRP	Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2	/	Sans objet
12	contrôle périodique d'étanchéité	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4	/	Sans objet
13	Attestation des opérateurs	Code de l'environnement du 28/12/2015, article 543-78 alinéa 1	/	Sans objet
15	Marque de contrôle absence de fuite	Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant met en oeuvre des mesures pour réduire la consommation d'eau des installations. La mise en place de l'installation de recyclage des eaux traitées au niveau de la station d'épuration permet notamment de réduire significativement les volumes d'eau prélevés sur le réseau d'eau potable. Le modulaire de stockage des cartons est toujours en place dans l'attente de la mise en service du transtockeur construit par la société BRIOCHE PASQUIER (prévu en 2024). L'exploitant a mis en place des modalités de stockage (ilots, éloignement de la zone de production) qui permettent de limiter la propagation d'un incendie. Plusieurs mesures correctives ont été mises en place par l'exploitant pour réduire les nuisances sonores liées aux installations. Des compléments sont attendus suite au dernier contrôle acoustique. Concernant les équipements employant des gaz à effet de serre fluorés, l'inspection a constaté que ces équipements font l'objet d'un contrôle périodique d'étanchéité comme cela est prévu par la réglementation. Les trois équipements au R404A (avec un PRP de plus de 2500) sont toujours en service. L'exploitant s'est engagé à les remplacer avant l'échéance fixée par l'arrêté ministériel du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642, 3643 ou 3710 à savoir avant le 4 décembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan de maitrise des consommations d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit établir un plan de maîtrise de sa consommation d'eau. Ce plan fixe en particulier des objectifs à atteindre en matière de ratio « eau consommée par tonne de produit fabriqué » et détaille les actions mises en œuvre et prévues par l'exploitant. Il doit être formalisé.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel du constat de la visite précédente du 29/09/2020 (constat déjà relevé le 2/10/2017)</p> <p>L'exploitant ne disposait pas de document formalisé fixant les objectifs à atteindre en matière de réduction de la consommation d'eau et les actions à mettre en œuvre. Il était demandé à l'exploitant d'établir un plan de maîtrise de la consommation d'eau en fixant des objectifs à atteindre en termes de ratio de consommation d'eau par tonnage de produits finis.</p> <p>Constat de la visite du 22/06/2023</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de maîtrise de la consommation d'eau qui décrit les usages de l'eau et les modalités de suivi de la consommation et des objectifs de réduction de la consommation d'eau par ligne de fabrication à l'échéance 2025. Un suivi du ratio de la consommation d'eau par tonnage de produits finis est en place. Un des objectifs du plan est de réduire la consommation d'eau des installations frigorifiques de 5% à l'horizon 2025. Pour atteindre cet objectif, des actions ont été mises en place telles que la mise en place d'un osmoseur en 2018, la création d'une installation de recyclage des eaux traitées en sortie de la station de traitement des effluents en 2022. L'eau recyclée sert d'appoint en eau des condenseurs en remplacement de l'eau potable. L'exploitant prévoit également d'engager des actions sur les phases de nettoyage (poste gros consommateur d'eau). L'exploitant a indiqué que le fonctionnement de la NEP de la ligne 19 (ligne haute cadence) doit encore être ajusté. Des relavages sont nécessaires pour répondre aux objectifs sanitaires ce qui entraîne une forte consommation d'eau en phase nettoyage. Des réductions de consommation sont encore possibles d'après l'exploitant. Pour améliorer le suivi de la consommation et cibler les actions à mettre en œuvre, il est prévu de passer à un relevé journalier de la consommation d'eau (au lieu de mensuel) sur chaque activité (ligne de fabrication, nettoyage, froid). Des compteurs télégrés vont être installés notamment sur la ligne 19.</p> <p>Lors de cette visite, l'inspection a rappelé les mesures de limitation et de restriction pouvant s'appliquer en cas de sécheresse. L'arrêté préfectoral d'autorisation du site ne prévoit pas de dispositions particulières en cas de sécheresse. Selon l'ACS 49 (arrêté préfectoral cadre sécheresse) du 26/06/2023, les prescriptions générales de l'arrêté ministériel sécheresse du 30/06/2023, qui n'était pas publié lors de la visite d'inspection, prévalent. Aussi, les dispositions de l'arrêté ministériel sécheresse sont applicables au site. Toutefois, le site étant situé en limite du département des Deux Sèvres (bassin versant sur plusieurs départements), des restrictions complémentaires peuvent s'appliquer. L'inspection a constaté que l'exploitant connaît les dispositions réglementaires applicables et a déjà réfléchi aux mesures de réductions à mettre en œuvre. Le relevé des consommations d'eau par poste (passage en télésurveillance à venir) lui permet d'avoir un diagnostic précis des postes les plus consommateurs d'eau. La réduction de la consommation en eau du site est déjà engagée avec la mise en place d'un dispositif de recyclage de l'eau traitée (osmoseur). En cas d'atteinte des seuils d'alerte et de crise, l'exploitant prévoit de s'appuyer sur les modalités d'organisation de gestion de crise mises en place lors des périodes de restrictions d'approvisionnement en énergie (réunions journalières ou 2 fois par jour des référents gestion de crise pour définir les actions pouvant être mises en œuvre pour réduire la consommation d'eau : possibilité d'arrêt de certaines lignes, d'autres mesures sont prévues : réduction du fonctionnement des compresseurs...). L'exploitant indique que la réduction de la consommation d'eau destinée au nettoyage ne peut pas être envisagée du fait des contraintes sanitaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Déclaration des modifications des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/2006, article 1.4.1
Thème(s) : Situation administrative, Information au préfet
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Rappel du constat de la visite précédente du 29/09/2020 (déjà relevé le 2/10/2017) L'inspection avait constaté que plusieurs installations avaient été modifiées (notamment les lignes de production) sans que ces modifications soient notifiées au préfet. Il était demandé à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance au préfet en application de l'article R181-46 du Code de l'environnement. Constat de la visite du 22/06/2023 Ces éléments ont été intégrés dans les compléments du dossier de réexamen du BREF FDM qui ont été transmis à l'inspection le 29 juillet 2021. Ces modifications ont été actées par le préfet avec le dossier de réexamen le 24 décembre 2021. Toutefois, l'installation de recyclage de l'eau traitée mise en place sur le site au dernier trimestre 2022 n'a pas fait l'objet d'un porter à connaissance. Il est demandé à l'exploitant de transmettre un porter à connaissance avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires (caractéristiques techniques de l'installation, nature et quantité des produits chimiques utilisés en particulier biocides...).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : TAR - représentativité de l'échantillon

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 26.I.3.b
Thème(s) : Risques chroniques, risque légionelles
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les modalités du prélèvement, pour le suivi habituel ou sur demande des installations classées, doivent permettre de s'affranchir de l'influence des produits de traitement. Si une injection ponctuelle de biocide a été mise en œuvre sur l'installation, un délai d'au moins quarante-huit heures après l'injection doit toujours être respecté avant le prélèvement d'un échantillon pour analyse de la concentration en <i>Legionella pneumophila</i> , ceci afin d'éviter la présence de biocide dans le flacon, ce qui fausse l'analyse. En cas de traitement continu à base de biocide oxydant, l'action du biocide dans l'échantillon peut être inhibée par un neutralisant présent dans le flacon.
Constats : Rappel du constat de la visite précédente du 29/09/2020 (déjà relevé le 2/10/2017) Le jour de la visite, l'exploitant n'avait pas été en mesure de justifier l'arrêt de l'injection de biocide 48 heures avant le prélèvement. Le bulletin d'analyse de l'eau du circuit de la TAR de juillet 2020 ne mentionnait pas la date de la dernière injection de biocide non oxydant. Constat de la visite du 22 juin 2023 La TAR 1 a été supprimée en 2022. Le constat est donc levé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, consommation d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau sur le réseau public sont limités à 53 000 m ³ par an et 170 m ³ par jour.
Constats : Rappel du constat de la visite précédente du 29/09/2020 La consommation journalière d'eau maximale autorisée était régulièrement dépassée et de façon significative. Il était demandé à l'exploitant d'indiquer les raisons de ce dépassement significatif et de traiter cette non conformité. Constat de la visite du 22/06/2023 D'après les relevés de la consommation d'eau journalière transmis par l'exploitant avant la visite, des dépassements récurrents de la consommation d'eau journalière autorisée sont constatés jusqu'à fin octobre 2022. Depuis cette date, les consommations d'eau ont chuté du fait de la mise en place de l'installation de réutilisation des eaux traitées en sortie de la station d'épuration. Le site respecte désormais le prélèvement maximal journalier prescrit dans l'arrêté préfectoral. Il est à noter que la consommation annuelle d'eau était de: - 42 790 m ³ en 2021 (moyenne mensuelle de 3565 m ³) - 40501 m ³ en 2022 (moyenne mensuelle de 3375 m ³) - 7123 m ³ pour les quatre premiers mois de 2023 (moyenne mensuelle 1780 m ³) Le ratio de consommation d'eau par tonnage de produits finis est passé de 3.2 m ³ par tonne en 2021 à 1.4 m ³ par tonne pour le début d'année 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 6.2
Thème(s) : Risques chroniques, contrôle acoustique
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les bruits émis par les installations doivent respecter les niveaux de bruit en limite de propriété et les émergences réglementaires fixés dans l'arrêté préfectoral d'autorisation.
Constats : Rappel du constat de la visite précédente du 20/09/2020 Les contrôles acoustiques avaient mis en évidence des dépassements des niveaux de bruit admissible en période diurne et nocturne et de l'émergence réglementaire, pour le point 1. Il était demandé à l'exploitant de mettre en œuvre un plan d'action pour lever ces non-conformités (nature des actions et délai de mise en œuvre). Constat de la visite du 22 juin 2023 L'exploitant dispose d'un plan de gestion des nuisances sonores qui a été joint au dossier de réexamen au BREF FDM. Des actions correctives ont été mises en œuvre : <ul style="list-style-type: none">- installation de prises électriques au niveau du parking pour les camions frigorifiques afin d'éviter que le camion reste en fonctionnement pour produire du froid- édification d'un mur antibruit en limite des tours aéroréfrigérantes. D'après l'exploitant, un nouveau contrôle acoustique a été effectué en avril 2023 qui met en évidence des non conformités. L'exploitant n'est pas d'accord avec les conclusions notamment sur la représentativité du bruit résiduel. L'inspection n'a pas consulté les résultats de ce contrôle le jour de la visite. Il est demandé à l'exploitant de transmettre les résultats du dernier contrôle acoustique (avec les ajustements nécessaires après discussion avec le bureau de contrôle) et en cas de non conformité s, de mettre en œuvre les mesures correctives technico économiquement acceptables pour respecter les valeurs limites de l'arrêté préfectoral d'autorisation ou le cas échéant au vu de l'évolution de l'environnement sonore de la zone (implantation d'entreprises logistiques) de demander un ajustement du niveau de bruit autorisé au droit du point 1 (actuellement plus restrictif que l'arrêté ministériel de 23 janvier 1997).
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Stockage de matières combustibles dans un modulaire

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/11/2006, article 7.3.3 alinea 2
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Pour toute nouvelle construction ou réaménagement des locaux existants, l'exploitant utilise des matériaux d'euro classes A2S1d0 (M0) ou A2s1d1 (M1 pour les températures maîtrisées) pour les parois, les planchers hauts et de l'euro-classe Broof (t3) indice T30/1 pour la couverture.</p>
<p>Constats :</p> <p>Rappel du constat de la visite précédente du 29/09/2020 L'inspection avait constaté que la structure modulaire déclarée en 2017 par l'exploitant pour stocker de façon temporaire (le temps des travaux de la nouvelle ligne) des matières premières et du matériel est toujours présente alors que les travaux de la nouvelle ligne de production sont terminés. Ce modulaire qui abritait un important stockage de cartons ne respectait pas les dispositions constructives de l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il est à noter que le modulaire est sprinklé.</p> <p>Constat de la visite du 22/06/2023 L'inspection a constaté que le stockage de matières combustibles dans le modulaire est toujours présent mais sa quantité a diminué. D'après l'exploitant, ce stockage est de l'encours de production (stockage limité à 48h00) et un inventaire journalier est effectué par le service en charge des commandes pour ne pas dépasser le stockage maximal correspondant à deux jours de production. Le stockage est désormais organisé en ilots et une allée (de 5 mètres au moins) sépare les stockages de cartons de la zone de production. L'exploitant a indiqué que ce stockage reste temporaire puisqu'une fois le transtockeur en service, ces emballages seront stockés dans le transtockeur. L'inspection considère que les conditions de stockage se sont améliorées et permettent de réduire les risques de propagation d'un incendie. Toutefois, ce modulaire reste non conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection la quantité maximale de matières combustibles présente dans ce modulaire et tout document attestant qu'il s'agit d'encours de production. Si cela n'a pas déjà été effectué, il est demandé à l'exploitant de déterminer le positionnement de ses installations sous la rubrique 1510 avec tous les éléments d'appréciation nécessaires (localisation des IPD, distance entre les IPD...).</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Recherche de substances dangereuses dans l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58.I
Thème(s) : Risques chroniques, suivi
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'arrêté ministériel du 24/08/2017 a modifié les dispositions relatives à la surveillance des rejets (modification du périmètre des substances réglementées et des valeurs limites d'émission). A compter du 1er janvier 2018, l'exploitant devait mettre en place un programme de surveillance des substances dangereuses dans l'eau susceptibles d'être rejetées par l'installation.
Constats : Rappel du constat de la visite précédente du 29/09/2020 Lors de la dernière visite, l'exploitant n'avait pas été en mesure de présenter un programme de surveillance des substances dangereuses dans les rejets. Il avait été demandé à l'exploitant de se positionner sur les substances dangereuses à suivre. Constat de la visite du 22 juin 2023 Le positionnement RSDE a été transmis par l'exploitant à l'inspection le 24 décembre 2020. L'inspection a acté la surveillance par courrier du 22 novembre 2022, les substances suivantes sont à surveiller : <ul style="list-style-type: none">- chlorures : fréquence mensuelle- Fer, Al et composés : fréquence semestrielle- Zinc : fréquence semestrielle- Cuivre: fréquence annuelle D'après les déclarations GIDAF de l'exploitant, ces substances font bien l'objet d'une surveillance à la fréquence prescrite. Il est à souligner que pour l'azote et le phosphore, la surveillance est actuellement mensuelle (prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation) et passera à fréquence journalière à compter du 4 décembre 2023 (application AM 27/02/2020 IED FDM). Le cadre GIDAF prend déjà en compte cette modification. L'exploitant appose donc un commentaire dans GIDAF pour respecter le non respect de la fréquence journalière jusqu'en décembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Dépassement du débit journalier maximal de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 4.3.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, respect du débit journalier
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les effluents rejetés doivent respecter un débit maximal journalier de 130 m ³ par jour.
Constats : Rappel du constat de la dernière visite d'inspection du 29/09/2020 Les déclarations GIDAF de 2019 et 2020 mettaient en évidence des dépassements du débit maximal journalier de rejet autorisé (130 m ³ /j) dus, d'après l'exploitant, à l'arrivée massive d'eau dans la STEP lors des événements pluvieux. Par ailleurs, l'exploitant avait déposé en janvier 2019 une demande d'augmentation du débit journalier maximal de rejet en sortie de STEP. Ce dossier à connaissance a fait l'objet d'une demande de compléments de la part de l'inspection le 17/09/2020 restée sans réponse. Il était demandé à l'exploitant de répondre à cette demande. L'inspection demandait également à l'exploitant d'expliquer pourquoi malgré le bassin tampon, des dépassements du débit journalier maximal autorisé sont observés et justifiera que le bassin tampon est suffisamment dimensionné pour lisser les flux en entrée de station d'épuration. Constat de la visite du 22 juin 2023 D'après les déclarations GIDAF du premier semestre 2023, le débit de rejet journalier maximal est respecté. Concernant le premier point, l'exploitant a retiré sa demande d'augmentation du débit journalier de rejet en août 2021. Dans son courrier du 22 décembre 2020 en réponse à la visite d'inspection, l'exploitant a apporté des éléments détaillant le fonctionnement du bassin tampon. Des travaux ont par ailleurs été réalisés (voir constat n°9) pour limiter les arrivées d'eau parasites via la canalisation de transfert entre les sites industriels et la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Canalisation de transfert des effluents vers la STEP

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/11/2006, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, état des réseaux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister aux actions physiques et chimiques des effluents. L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.
Constats : Retour sur le constat de la visite précédente du 29/09/2020 Lors de cette visite, l'exploitant avait indiqué que la canalisation en béton amenant les effluents vers la station d'épuration qui traverse des champs agricoles pouvait être à l'origine des apports d'eaux parasites sur la station du fait de sa vétusté. Il était demandé à l'exploitant de justifier que la canalisation de collecte des effluents des deux usines (Brioche et Pâtisserie) vers la station d'épuration était en bon état. Constat de la visite du 22 juin 2023 La canalisation enterrée de transfert des eaux usées des sites Brioche et Pâtisserie Pasquier vers la STEP a été remplacée en septembre 2021.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Gaz à effet de serre fluorés à fort PRP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/02/2020, article 10.2
Thème(s) : Produits chimiques, fluide frigorigène
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant utilise des fluides frigorigènes dépourvus de potentiel d'appauvrissement de la couche d'ozone et présentant un faible potentiel de réchauffement planétaire. Les fluides frigorigènes appropriés comprennent notamment l'eau, le dioxyde de carbone ou l'ammoniac.
Constats : D'après le tableau des équipements de réfrigération transmis avant la visite d'inspection, l'exploitant exploite toujours des équipements contenant du gaz R404A à fort pouvoir de réchauffement planétaire (PRP 3900) et interdit à compter de décembre 2023 pour les sites soumis à la directive IED (BREF FDM). L'exploitant a indiqué ne pas avoir encore fait de choix pour le remplacement de ces équipements. L'inspection rappelle à l'exploitant que l'échéance du 4 décembre 2023 est proche et que ces équipements ne pourront plus être utilisés après cette date.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Entretien des équipements de réfrigération

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article 543-82
Thème(s) : Produits chimiques, fiche d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'opérateur établit une fiche d'intervention pour chaque opération nécessitant une manipulation des fluides frigorigènes effectuée sur un équipement. Pour tout équipement dont la charge en HCFC est supérieure à trois kilogrammes ou dont la charge en HFC ou PFC est supérieure à 5 tonnes équivalent CO2 au sens du règlement (UE) n° 517/2014 du 16 avril 2014, cette fiche est signée conjointement par l'opérateur et par le détenteur de l'équipement qui conserve l'original. L'opérateur et le détenteur de l'équipement conservent un exemplaire de cette fiche pendant au moins cinq ans à compter de la date de signature de la fiche et le tiennent à la disposition des opérateurs intervenant ultérieurement sur l'équipement et de l'administration.[...]
Constats : Les fiches d'intervention des contrôles périodiques d'étanchéité effectués en 2022 ne sont pas signées par le détenteur. Il est demandé à l'exploitant de signer chaque fiche d'intervention.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : contrôle périodique d'étanchéité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : En fonction de la catégorie de fluide, de la charge de l'équipement et du type de système de détection de fuite, l'exploitant doit effectuer des contrôles périodiques d'étanchéité à une certaine fréquence. En particulier, <ul style="list-style-type: none"> • pour les équipements dont la charge en HFC ou PFC est: 5 t. éq. CO₂ ≤ charge < 50 t. éq. CO₂ : contrôle annuel ou tous les deux ans en présence d'un système permanent de détection de fuite • 50 t. éq. CO₂ ≤ charge < 500 t. éq. CO₂ : contrôle semestriel ou annuel en présence d'un détecteur de fuite • 500 t. éq. CO₂ ≤ charge : contrôle semestriel - système permanent de détection de fuite obligatoire
Constats : Les équipements de réfrigération ont une charge inférieure à 50 téq CO ₂ de HFC , le contrôle périodique d'étanchéité est annuel. L'inspection a constaté que la fréquence de contrôle est respectée.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Attestation des opérateurs

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 28/12/2015, article 543-78 alinéa 1
Thème(s) : Actions nationales 2023, Fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Tout détenteur d'équipement est tenu de faire procéder à sa charge en fluide frigorigène, à sa mise en service ou à toute autre opération réalisée sur cet équipement qui nécessite une intervention sur le circuit frigorifique par un opérateur disposant de l'attestation de capacité prévue à l'article R. 543-99 ou d'un certificat équivalent délivré dans un des Etats membres de l'Union européenne et traduit en français.
Constats : D'après le site de l'ADEME Syderep , l'opérateur qui intervient Johnson Controls Industries dispose d'une attestation de capacité n° 224225 lui permettant de réaliser des contrôles périodiques d'étanchéité (catégorie 1).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Inventaire des équipements

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/08/2014, article 3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Etat des stocks de fluides frigorigènes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un inventaire des équipements et des stockages fixes qui contiennent plus de 2 kg de fluide présents sur le site précisant leur capacité unitaire et le fluide contenu, ainsi que la quantité maximale susceptible d'être présente dans des équipements sous pression transportables ou dans des emballages de transport.</p> <p>Constats : L'inventaire des équipements mentionnant les quantités de fluide frigorigène n'est pas à jour. La quantité de fluide frigorigène présente dans l'équipement "écailleuse ligne 19" dans la fiche d'intervention ne correspond pas à la quantité présente dans la liste des équipements (21 kg fiche d'intervention - 10,5 kg inventaire).</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre un inventaire à jour des équipements contenant des gaz à effet de serre fluorés mentionnant la quantité de fluide présente.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Marque de contrôle absence de fuite

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/02/2016, article 6
Thème(s) : Risques chroniques, macaron bleu
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Quand il est établi à l'issue du contrôle d'étanchéité que l'équipement ne présente pas de fuites, l'opérateur appose sur l'équipement la marque de contrôle d'étanchéité. La marque de contrôle d'étanchéité est constituée d'une vignette adhésive ayant la forme d'un disque bleu de diamètre supérieur ou égal à quatre centimètres et conforme au modèle figurant à l'annexe du présent arrêté. Les vignettes sont apposées de manière à être visibles dans les conditions normales d'utilisation des équipements. La nouvelle vignette est substituée à la précédente. La marque de contrôle d'étanchéité indique la date limite de validité du contrôle d'étanchéité prévue à l'article 4 du présent arrêté. Si le contrôle d'étanchéité n'est pas renouvelé avant cette date, l'équipement ne peut faire l'objet d'opération de recharge en fluide frigorigène.</p> <p>Constats : L'inspection a vérifié un des équipements de réfrigération (laboratoire) et a pu vérifier la présence d'un macaron bleu mentionnant la date limite du prochain contrôle.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet